



Sécurité/gardiennage

Le business ignore la crise

- **Très forte demande auprès des entreprises, banques, écoles, résidentiel...**

- **Les salariés passent du simple au double en 3 ans**

QUELLE que soit la conjoncture, la sécurité des entreprises est l'une des rares activités à ignorer la crise. Montée de la criminalité, insécurité, menaces terroristes, risques de tous genres omniprésents, intrusions... Depuis une douzaine d'années (Mai 2003 exactement), jamais la question de l'insécurité n'a été aussi préoccupante à tous les niveaux. A partir de là, tout a plaidé en faveur de la mise en place d'une stratégie dédiée à la sécurité/sûreté des hommes, des biens et des entreprises.

Et c'est dans ce contexte précis que banques, hôtels, restaurants, clubs privés, établissements publics, entreprises, résidences, écoles, hôpitaux... externalisent cette prestation qui est devenue aussi stratégique que le commercial, le marketing ou

encore la production. La prise en compte de la fonction sécurité est désormais un gage de valeur ajoutée. Face à ce regain d'intérêt pour la sécurité et la vigilance omniprésente contre tous types de risques, les entreprises structurées n'ont d'autres choix que d'externaliser ces prestations sensibles.

standards, à promouvoir la formation et la mise à niveau des ressources humaines ainsi que les techniques soft de sécurité basées sur le flair, la communication, la souplesse, la discrétion et l'art de prévenir et déjouer des Situations critiques sans fracas.

Pour accompagner cette dynamique

Les temps forts

LA 2e édition du salon Préventica promet le plus grand rassemblement d'experts internationaux de la sécurité. Parmi ces experts, figurent Roger Marion, l'ancien chef de la Division anti-terroriste en France, Jean-Michel Laziou, expert international en sûreté, Alain Juillet, président du Club des directeurs de sécurité des entreprises... Préventica programme aussi des temps forts. Il s'agit notamment du Forum Certification et réglementation, un séminaire sur la sécurité en tant que gage de valeur ajoutée. L'événement sera marqué par la signature de la charte de partenariat «Métiers de la sécurité». □

Ce sont pas moins de 1.400 entreprises qui se spécialisent dans ce créneau. Le business brasse un chiffre d'affaires de 6 milliards de DH ! La corporation compte à ce jour plus de 130.000 salariés, sans oublier les milliers d'emplois indirects. Des structures généralement atomisées autour d'une vingtaine de salariés au maximum. Aujourd'hui, tout le défi de cette activité consiste à rehausser les

et s'enquérir des nouvelles techniques et bonnes pratiques à l'international, les professionnels se donnent rendez-vous trois jours durant, lors du salon international Préventica. Un événement annuel de référence orienté métiers et solutions pour la maîtrise globale des risques. Cette 2e édition de Préventica promet de ratisser plus large auprès des opérateurs, experts et spécialistes. Le

concept s'articule autour de quatre pôles d'expertise: Un salon plus un congrès (2 événements en un) ainsi que des stands orientés business et conférences. L'événement promet de rassembler un large public de professionnels, des utilisateurs, des experts et autres donneurs d'ordre (publics et privés). Le salon table sur quelque 3.000 visiteurs professionnels, une centaine d'exposants avec 6 pays représentés. Le visitorat se compose principalement de spécialistes et opérateurs professionnels (fabricants, distributeurs, intégrateurs, installateurs, bureaux d'études...) en plus d'utilisateurs-donneurs d'ordre. Depuis sa 1ère édition, le salon enregistre beaucoup d'intérêt notamment dans le volet conférences-débats. Parmi les thématiques programmées cette année, «la maîtrise globale des risques au service d'un développement durable de l'économie». L'événement s'arrêtera aussi sur le management de la sécurité, suivant la pyramide Bird du Groupe OCP. □

A.R.



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

ANALYSE

Sécurité/gardiennage: La demande explose!

• 130.000 employés dans 1.400 entreprises

• 6 milliards de dirhams de chiffre d'affaires

• Un groupe de travail tripartite sur la formation

LA sécurité privée ne connaît pas la crise ! L'activité grossit à vitesse grand V. 130.000 agents y opèrent aujourd'hui, pour 1.400 entreprises. Ce chiffre était encore à 1.200 il y a tout juste deux ans. En 2015, le secteur se projette sur un chiffre d'affaires de près de 6 milliards de dirhams. «Le marché s'est fortement atomisé ces dernières années. Seules 10 grandes entreprises font 85% du business», explique Mehdi Eddari, vice-président à l'AISP, chargé de la Communication institutionnelle. Ce dernier a d'ailleurs une autre casquette. Il est à la



Le vide juridique a longtemps profité à l'informel. Maintenant que la loi est là, les gros du secteur, regroupés au sein de l'AISP, veulent rendre le secteur attractif aux investissements (Ph. L'Economiste)

tête d'un des acteurs les plus connus du secteur: RMO Sécurité.

La société, filiale du groupe RMO, emploie déjà 2.800 agents et s'est fortement positionnée sur de nouveaux métiers comme l'audit sécurité ou encore la formation sur carte (HSE, évacuation de sites, etc.) destinée aux entreprises. A fin

les 1.400 entreprises, seules 420 ont reçu à ce jour leur autorisation d'exercer auprès des autorités locales, dont une trentaine de firmes structurées.

Si la multiplication des acteurs favorise la création de nouveaux emplois - plus ou moins précaires, les salaires dépassant rarement le Smig -, elle présente néanmoins quelques revers. Cette situation pèse de plus en plus sur la qualité des services et sur la disponibilité de statistiques fiables. L'informel, quant à lui, gagne davantage de terrain. «C'est l'un des gros problèmes du secteur. De nombreuses petites agences sont créées. Seules 5 à 10% d'entre elles disposent d'autorisations pour exercer», explique un autre opérateur du secteur, qui lui, estime à 3.500 le nombre total d'entreprises opérant sur le segment, les unes plus formelles que les autres. Le ministère de l'Intérieur a pourtant tenté de limiter le fléau en imposant, depuis 2013, la délivrance d'une autorisation préalable à l'exercice du métier de gardiennage. Mais pour certains opérateurs, la faille du système se situe plutôt dans la loi n°27-06, censée régir la profession. Le texte n'impose aucune obligation au diplôme pour accéder à cette activité. Du coup, «de nombreuses sociétés en ont profité pour recruter à tour de bras des agents peu formés ou totalement incompetents», dénonce un opérateur du secteur.

Un comité interministériel pour la formation

LA corporation de la sécurité s'est décidée à s'attaquer à l'un de ses plus gros handicaps. Un groupe de travail tripartite, composé de l'AISP, du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Formation professionnelle, planche depuis 2 ans déjà sur la problématique de la formation et de la professionnalisation des agents de sécurité privée. Des références métiers et de compétences ont été arrêtées et validées entre les différents acteurs, pour mener à l'élaboration de modules de formation applicables sur le terrain. Cette première étape devrait être suivie par la création de structures de formation et inciter les investissements sur ce créneau. Des projets sont déjà en discussion et l'AISP est en quête de financement pour mettre sur pied ses premiers établissements de formation. En attendant, les majors du secteur disposent tous de centres de formation, et dispensent des compétences sur la base du module validé. Les capacités existantes portent déjà sur 5.000 agents/an. A terme, l'objectif est de rendre le métier plus attractif avec la possibilité de faire des plans de carrière. □

2014, l'enseigne affiche une croissance de 12% de son activité, principalement avec les banques, assurances et industriels comme principaux comptes. Pour Rachid Aktouf, membre du management de Jmain Baco, le secteur est toujours porteur et commence à mieux s'organiser. «On commence à restructurer le secteur. L'arrivée de la loi 27-06 a beaucoup contribué à mettre de l'ordre dans le marché», explique Aktouf. Dans ce secteur en particulier, tous les segments d'entreprises sont représentés, de la PME de 15 à 20 agents, aux grands groupes de 8.000 agents. Sur

Si très peu d'entreprises ont encore osé pousser la diversification du métier de sécurité aussi loin, le segment semble très prometteur. Au-delà des services d'audit de sécurité, l'information attire de plus en plus d'opérateurs. La sécurité informatique et technologique se fait progressivement une place dans l'offre du secteur. □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com